

Eurodéputés en rupture avec la Nasan

La Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition (Nasan) inquiète. Lancée par le G8 en 2012, elle ambitionne de sortir 50 millions d'Africains de la pauvreté grâce à l'investissement privé et l'agriculture intensive... *Défis Sud* a consacré plusieurs articles critiques aux risques que fait courir la Nasan¹. Le 7 juin 2016, le Parlement européen a adopté une résolution² (577 voix pour, 24 contre et 69 abstentions) qui remet fortement en question la contribution de l'Union européenne à la Nasan. Il s'agit de la plus importante prise de position des eurodéputés contre l'idéologie sous-tendue par la Nasan... L'Union a pourtant versé un milliard d'euros à la Nouvelle alliance.

« *Nous avons déjà fait cette erreur de l'agriculture intensive en Europe, nous ne devrions pas la reproduire en Afrique, car ce modèle détruit l'agriculture familiale et réduit la biodiversité* », a déclaré la députée européenne Maria Heubuch (Verts européens), auteure du texte de la résolution.

Ce document réclame notamment que cesse l'accaparement des terres. La Nasan y est présentée comme une menace pour les droits des agriculteurs et pour l'environnement. Certains pays membres de la Nasan, le Nigeria en tête, modifient leurs cadres juridiques pour autoriser les semences OGM.

Les eurodéputés considèrent que « *le soutien aux exploitations familiales et aux petits producteurs est le meilleur moyen de combattre la faim dans de nombreuses régions d'Afrique.* » Ils déplorent que les incitations fiscales en faveur des investisseurs étrangers privent les États africains de recettes pour financer les investissements publics dans l'agriculture et la sécurité alimentaire. Ils proposent une suspension ou une révision « *de tous les projets (...) qui encouragent et favorisent directement l'accaparement des terres (...)* ».

La balle est dans le camp de l'actuel commissaire européen au Développement, le Croate Neven Mimica. Lors de son audition³ au Parlement européen en septembre 2014, à la suite de sa nomination, il avait déclaré que « *les investissements dans la petite agriculture ont prouvé qu'ils obtiennent d'excellents résultats dans la réduction de la pauvreté...* » C'était pour cela « *qu'il allait prioriser les actions qui augmenteraient les revenus des petits agriculteurs et leur résilience* »... Il ajoutait même « *que les investissements fonciers à grande échelle ne devraient pas mettre en danger les droits des paysans* ».

Puisque le commissaire Mimica peut aujourd'hui s'appuyer sur une résolution du Parlement abondant dans le sens de ses déclarations de 2014, pourra-t-il proposer à la Nasan de changer de cap?



Pierre Coopman,
rédacteur en chef de Défis Sud

La Nouvelle alliance incite les Africains à changer leurs législations.

1 Par exemple : « *Debout contre la Nouvelle alliance* » Défis Sud n°128, janvier 2016.

2 Rapport sur la Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition.

3 Answers to the European parliament. Questionnaire to the Commissioner-Designate Neven Mimica International Cooperation and Development.



L'UNION
EUROPÉENNE
SUPPORTE
LES
MIGRANTS

dk.